

Les Savoirs de la gouvernance communautaire

Volume 5, n° 1, été 2013

DANS CE NUMÉRO

Mot de la responsable 1

Mot de la responsable de la mobilisation des connaissances 2

Nouvelles de l'étranger 3

Apprendre à travailler ensemble pour mieux accueillir. Un retour sur l'échelle d'i-préparation 3

Les modalités de la mobilisation des connaissances en milieu minoritaire francophone 4

Où trouver la relève 6

Gouvernance forestière 7

La Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018. 8

Publications 11

Mot de la responsable



Ce nouveau numéro de notre Bulletin arrive à un bon moment dans la saison, car l'équipe de l'alliance de recherche vient d'exécuter de nombreux travaux et est en voie d'amorcer une nouvelle série de recherches. Un premier article de Nathalie Bélanger et Lori-Ann Cyr présente les résultats d'un projet de recherche sur l'échelle i-préparation, dont il a déjà été question dans le cadre de nos premiers bulletins. L'échelle, à l'initiative du groupe Diversis, dont Lori-Ann Cyr est la présidente, est un outil permettant de mesurer le degré de préparation d'une communauté qui s'apprête à accueillir des nouveaux arrivants.

L'article permet de constater la nature innovante de l'outil et les apprentissages que les participants et chercheurs ont tirés de son utilisation. Un deuxième article présente les premiers résultats d'une nouvelle recherche réalisée en collaboration avec le Centre national de formation en santé sur les modalités de la mobilisation des connaissances en milieu minoritaire francophone. L'étude vise aussi à mieux comprendre les retombées de la recherche partenariale au sein de la francophonie canadienne.

J'ai le plaisir de vous annoncer que l'alliance de recherche a octroyé cinq bourses cette année. Une première bourse a été remise à une intervenante communautaire, Maxine Hill, dont on peut lire la biographie dans ce bulletin. Nous avons choisi d'innover dans le domaine de la recherche en attribuant une bourse à un intervenant communautaire. Nous espérons que le récipiendaire pourra profiter de l'occasion afin de consigner ses apprentissages et tirer des enseignements de son engagement au sein de la francophonie canadienne pour les transmettre à d'autres. Grâce à cette initiative, nous espérons contribuer à la réflexion sur la transmission des savoirs au sein de la francophonie canadienne. Je me permets aussi de vous rediriger vers le [rapport de recherche](#) récemment publié par l'alliance en collaboration avec la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) sur la continuité du leadership en Ontario français. La FESFO a développé des outils importants dans ce domaine, mais dont on ne connaissait pas encore toute l'importance pour le renouvellement du leadership francophone en milieu minoritaire.

Deux autres bourses postdoctorales ont été octroyées à des étudiantes qui ont déposé leur thèse de doctorat au printemps : Tina Desabrais, de l'Université d'Ottawa et Édith Leclerc, de l'Université du Québec en Outaouais. Le projet de recherche de Tina Desabrais sera par surcroît, réalisé en collaboration avec Action ontarienne contre la violence faite aux femmes sur le thème des savoirs des intervenantes travaillant dans le domaine des services en français. L'objet de cette étude est de mieux comprendre comment les intervenantes réussissent à contribuer au développement des services en français pour les femmes francophones de l'Ontario dans le domaine de la violence. Grâce à ce partenariat, l'alliance de recherche continue de valoriser les savoirs de la gouvernance communautaire.

Pour sa part, Édith Leclerc travaillera dans un tout autre domaine, celui de la gouvernance des forêts. Je vous invite à lire son texte dans ce bulletin. Deux bourses postdoctorales ont aussi été octroyées à des étudiantes internationales, Catrin Edwards de l'University Aberyswyth au pays de Galles et Eloisa Gonzales Hildago de l'Université de Madrid. Bienvenus à ces nouveaux membres au sein de l'équipe de l'alliance de recherche.

Enfin, nous avons demandé à Éric Forgues de commenter la nouvelle *Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018*.

Merci à tous nos collaborateurs d'ici et de l'étranger de leurs nouvelles et de leurs contributions aux activités et succès de l'alliance de recherche. Vous avez été nombreux à participer à nos ateliers. Une nouvelle série est en préparation pour l'année 2013-2014. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et préoccupations.

Enfin, merci à tous les collaborateurs immédiats au sein de l'équipe de l'alliance de recherche. Nathalie Plante, comme toujours, a su mobiliser les membres de l'alliance et voir au bon déroulement de nos activités. Merci aussi à tous les assistants de recherche qui contribuent, souvent dans l'ombre, au succès de nos travaux.

Je vous souhaite à tous ainsi qu'à nos lecteurs, un très bel été.

Bonne lecture, Linda Cardinal



Les **savoirs**
de la **gouvernance**
communautaire

Université d'Ottawa

120, Université
Pavillon des Sciences sociales,
pièce 5055
Ottawa, Ontario,
Canada K1N 6N5

Tél. : 613-562-5800 poste 4754
Courriel : aruc@uottawa.ca

www.aruc.uottawa.ca

Comhghuaillíocht

Tháinig an Chomhghuaillíocht seo chun cinn toisc gur mian le Frainciseoirí Ceanadacha agus lena gcuid ceannairí pobail athmhachnamh a dhéanamh ar na bealaí ina dtéann siad i ngleic lena gcuid forbartha agus lena gcuid rialachais, i gcomhthéacs na mórathruithe leanúnacha atá ar siúl. Tá dúshláin éagsúla rialachais aitheanta ag na grúpaí seo:

Conas cineálacha uile na héagsúlachta a imeascadh sa tsochaí?

Conas is féidir leis an óige breis rannpháirtíochta a ghlacadh i bhforbairt a bpobal?

Conas is féidir oibriú ar bhealach níos comhtháite?

Conas is féidir tuiscint a fháil ar luach na mbealaí nua oibre atá ag na grúpaí d'fhonn iad féin a chur in oiriúint ar bhealach níos fearr dá gcomhthéacs nua?

Conas atá mionlaigh teanga in áiteanna eile ar domhan ag dul i ngleic leis na hathruithe seo?

Fealsúnacht

Fealsúnacht chomhoibríoch agus chomparáideach lena n-áirítear:

Straitéisí cumasaithe

Measúnú comhoibríoch agus leanúnach

Forbairt modhanna athmhachnaimh agus modhanna ginte tuisceana bunaithe ar chur chuige comhoibríoch, comparáideach lena n-áirítear ullmhú coiteann uirlisí taighde (ceistneoirí, greillí anailíse agus measúnú sonraí).

suite à la page 4

Mot de la responsable de la mobilisation des connaissances

Par Nathalie Plante



L'année 2012-2013 fût bien remplie. Nous avons organisé six ateliers qui ont attiré de nombreux participants sur place ou par Skype. Ainsi, des personnes de partout au Canada se jointes à nos délibérations lors de nos ateliers. Cette année, l'émission Podium de la télévision communautaire de Rogers a rediffusé quatre ateliers, ajoutant à la portée de nos activités. En 2013-2014, nous entamerons la dernière année de financement de l'alliance de recherche par le Conseil de recherche en sciences humaines

du Canada (CRSH). Cette année sera beaucoup consacrée à la diffusion des résultats des recherches de chacune des équipes. Déjà cinq rapports de recherche sont disponibles dans notre site Internet et plusieurs sont à venir dans la prochaine année. Nous allons de plus nous afférer à produire deux guides, l'un sur la gouvernance communautaire et l'autre sur l'innovation, qui nous l'espérons, viendront appuyer les organismes communautaires dans leurs activités visant la vitalité et le développement de la communauté francophone canadienne. Enfin, notre programmation d'ateliers pour la prochaine saison devrait être annoncée à la mi-août. Surveiller notre site Internet!

Nouvelles de l'étranger

Par Colin Williams (Cardiff University)



Élu membre de la *Learned Society of Wales* en avril 2013, Colin Williams a aussi reçu le mandat, de la part du gouvernement du Pays de Galles, d'effectuer une enquête sur le thème de la planification linguistique communautaire. Les Drs. Diarmait Mac Giolla Chríost et Jeremy Evas également de la School of Welsh de l'Université de Cardiff se joindront à l'équipe à titre de collaborateurs.

Colin Williams a codirigé l'ouvrage *Parents, Personalities and Powers. Welsh-medium Education in South-east*

Wales, paru en avril 2013 (University of Wales Press et University of Chicago Press). Enfin, il a organisé les 23 et 24 mai 2013, un premier colloque international sur les Commissaires aux langues officielles en collaboration avec le Commissaire à la langue irlandaise et Dublin City University. Le colloque regroupait dans un même programme les commissaires du Pays de Galles, de l'Irlande, de la Catalogne, du Kosovo, de la Finlande, de l'Afrique du sud du Nunavut, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Canada. Pour consulter le programme en ligne.

[>> Cliquez ici.](#)

Apprendre à travailler ensemble pour mieux accueillir. Un retour sur l'échelle d'i-préparation

Par Nathalie Bélanger (Université d'Ottawa) et Lori-Ann Cyr (Diversis inc.)



Le 18 avril dernier, dans le cadre des ateliers de l'ARUC, nous avons eu l'occasion de présenter devant un groupe d'une trentaine de personnes, des résultats de recherche suite à notre travail de terrain portant sur l'immigration et l'accueil au Nouveau Brunswick mené au printemps 2011. Plus spécifiquement, nous avons abordé les représentations d'une douzaine de partenaires communautaires au sujet des initiatives et pratiques de gouvernance ayant émergé suite à l'apport d'un instrument d'action publique nommé l'échelle d'i-préparation sur le terrain social de l'immigration dans le Nord-Ouest et la Péninsule acadienne au Nouveau Brunswick. Nous avons aussi visité des centres d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants.

Cette échelle ressemble à un instrument cartographique et vise à mesurer, à partir de 28 indicateurs, le niveau de préparation des communautés qui cherchent à devenir des communautés accueillantes. Ce thème de recherche prend toute son importance, d'une part, quand on sait que le Canada représente le pays du G8 qui compte, d'après l'Enquête nationale 2011 auprès des ménages, la plus

forte proportion de personnes nées à l'étranger et que ceux-ci s'installent principalement dans les grandes villes canadiennes que sont Vancouver, Montréal et Toronto (Statistiques Canada, 2013). Et d'autre part, quand on connaît les efforts du Nouveau Brunswick où l'immigration demeure encore un phénomène marginal, mais où de récentes initiatives en faveur d'une immigration dans de plus petites régions, notamment rurales sont mises de l'avant. La stratégie de repopulation et l'évolution du dossier de l'immigration francophone, notamment avec le Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire de 2006 et la Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne de 2008, encadrent ces récentes initiatives.

Dans ce contexte, les résultats de notre recherche montrent que les représentations suscitées suite à l'utilisation de l'instrument ont permis aux acteurs de se donner une lecture commune de la situation de l'immigration et de développer un esprit de collaboration entre municipalités, même si, au moment d'interviewer les participants, plusieurs d'entre eux ne se souvenaient pas spécifiquement de l'instrument auquel ils avaient été mis en contact quelques années auparavant. Ce sont donc les représentations suscitées par cet instrument qui nous ont particulièrement intéressées.



Cet instrument semble avoir incité les acteurs locaux à se donner une lecture pratique de ce que peut vouloir dire être une minorité qui accueille de nouvelles populations et leur a offert un prisme à partir duquel il devenait possible de réfléchir à l'immigration francophone. Nous avons pu constater que cette lecture pratique oscillait entre deux grandes préoccupations, à savoir des enjeux économiques locaux et des objectifs d'inclusion sociale. Ceci peut s'expliquer autant en partie par des raisons démographiques que par des raisons idéologiques, laissant voir une constante tension entre une vision strictement économique et utilitaire de l'immigration et une vision certes économique, mais aussi de justice sociale du développement local.

Il faut également préciser que toute cette initiative entourant l'insertion de cet instrument dans le paysage social de l'immigration au Nouveau Brunswick s'insère dans un contexte où les politiques étatiques ont considérablement changé depuis quelques années, et où une logique plus strictement économique prévaut dorénavant dans laquelle l'immigrant prend de nouveaux visages – travailleur saisonnier, entrepreneur immigrant, venant freiner, du coup, des objectifs initiaux d'insertion et de justice sociale.



suite de la page 3

Fealsúnacht ghníomhaíochta a bhfuil sé d'aídhm aici caidreamh agus comparáid leanúnach a chothú le mionlaigh eile teanga. Tá an fhealsúnacht seo ar son cur chuige criticiúil a chuirfidh le neamhspleáchas na bpáirtneírí pobail agus iad ag forbairt modhanna nua gníomhaíochta a bheadh bailí d'Fhrainciseoirí uile Cheanada.

Cuspóirí

Staidéar a dhéanamh ar thuiscintí den rialachas pobail, measúnú a dhéanamh orthu, comparáid a dhéanamh eatarhu agus iad a chur ar bhonn foirmiúil.

Cothú straitéisí coinchréiteacha gníomhaíochta.

Tuiscintí nua a scaipeadh de ról an rialachais pobail i gcur i ngníomh na bhFrainciseoirí mionlaigh agus i measc mionlach teanga eile.

Ceisteanna taighde

Cad iad na tuiscintí agus na cleachtais a d'fhéadfadh a bheith nuálaíoch i réimse na forbartha pobail?

Conas a chuireann siad seo le hathnuachan an rialachais pobail?

Conas is féidir na tuiscintí is nuálaí a chur ar bhonn foirmiúil nó a iompú ina straitéisí gníomhaíochta?

Les modalités de la mobilisation des connaissances en milieu minoritaire francophone :

Par Nathalie Plante (Université d'Ottawa) et Pascal Marchand (CNFS)



Le projet de recherche dont nous présentons quelques résultats préliminaires dans le cadre de ce court texte fût initié conjointement par le Consortium national de formation en santé (CNFS) et l'Alliance de recherche dans l'optique d'entamer une réflexion plus poussée sur la mobilisation des connaissances au sein de la francophonie



canadienne. L'objectif de cette recherche est de commencer à préciser les modalités de cette mobilisation des connaissances et de voir s'il ressort des approches spécifiques à la francophonie canadienne, si ses retombées contribuent au développement de la recherche tant universitaire que partenariale et socialement pertinente.

Le CNFS est un regroupement de onze universités et collèges canadiens offrant de la formation en français dans le domaine de la santé. Le consortium inclut aussi des partenaires facilitant l'accès aux programmes de formation. En assurant la mise en œuvre d'un réseau de formation en français, le CNFS vise l'amélioration des services de santé pour les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). De plus, une part importante des activités du CNFS consiste à appuyer les chercheurs et les activités de

recherche portant sur la formation et les besoins des CFSM en matière de santé. Le volet recherche du CNFS vise ainsi à accroître les connaissances sur la santé des CFSM et ses déterminants ainsi que sur l'accès aux services en français. Il sert aussi à renforcer la collaboration et les partenariats et à diffuser les connaissances, les stratégies et les pratiques exemplaires répondant aux besoins en santé des CFSM. Enfin, depuis 2003, près de 350 projets de recherche ont été financés par le CNFS, et ce grâce à son Fonds national de recherche et des fonds institutionnels.

La période 2009-2013 a été ciblée pour la recherche. Nous avons cherché à : i) vérifier la présence des divers types de partenaires (communautaires, gouvernementaux, établissements de santé ou d'enseignement) à l'intérieur des projets de recherche CNFS et à évaluer le niveau d'implication de ces partenaires dans la recherche; ii) connaître les retombées concrètes des projets de recherche CNFS; et enfin, iii) mesurer les efforts de diffusion des résultats de recherche.

Un questionnaire électronique a été conçu et diffusé auprès de tous les chercheurs universitaires ayant reçu du financement du Fonds national de recherche ou de leur institution affiliée au CNFS pendant la période étudiée. Sur les 80 chercheurs répertoriés, 25 ont répondu au questionnaire. De ce nombre, le tiers rapporte diriger un projet de recherche en partenariat. Les données recueillies sont fragmentaires et

une étude du volet de recherche du Centre national de formation en santé

l'analyse des données ne fait que débiter, mais certaines données préliminaires méritent d'être soulignées.

D'abord, nous constatons que les chercheurs universitaires et les partenaires apportent chacun leurs expertises aux projets de recherche : les universitaires contribuant aux projets par leurs expertises et leurs savoirs sur les problématiques et les partenaires facilitent l'accès au terrain et aux sujets en plus de contribuer des connaissances du milieu et de la pratique à la démarche de recherche. Bien que dans certains cas les partenariats soient davantage instrumentaux (accès au terrain et aux sujets), dans la moitié des projets les partenaires participent à la conceptualisation du projet et au choix de la méthodologie ainsi que la collecte des données. Toutefois, en ce qui a trait à l'analyse et à la rédaction des rapports ou articles ainsi qu'à la diffusion et à la formation, la participation active des partenaires se fait rare.

Les recherches visent presque toutes à avoir des retombées concrètes au sein de la francophone. Les répondants indiquent qu'ils veulent utiliser leurs données de recherche en vue de la production et la validation d'outils, l'ajustement des interventions, une offre de services adaptés aux CFSM et la modification de programmes de formation. De réels efforts de diffusion et de vulgarisation sont

faits afin de maximiser les retombées et rendre les résultats accessibles, mais peu de chercheurs rapportent avoir planifié de mesurer les retombées réelles de leur recherche dans la communauté.

L'équipe de recherche, formée de Linda Cardinal de l'Université d'Ottawa, Éric Forgues de l'Université de Moncton, Pascal Marchand du CNFS et Nathalie Plante de l'alliance de recherche, poursuivra l'analyse des résultats obtenus dans le cadre de cette enquête. Une seconde phase suivra dans le cadre de laquelle les partenaires communautaires ou gouvernementaux, établissements d'enseignement ou de santé, seront interrogés sur les retombées communautaires des recherches financées par le CNFS auxquelles ils ont pris part.



Les données recueillies sont fragmentaires et l'analyse des données ne fait que débiter, mais certaines données préliminaires méritent d'être soulignées.

Où trouver la relève

Par Maxine Hill, boursière communautaire



Combien d'organismes francophones cherchent des bénévoles pour siéger à leurs divers comités et participer aux activités qu'ils organisent?

Dans un contexte politique en constant changement et où les contraintes budgétaires se font de plus en plus nombreuses, plusieurs organismes n'ont d'autre choix que de compter sur le temps et l'énergie de centaines de bénévoles afin d'atteindre leurs objectifs respectifs.

En 2013, il est impossible de faire fi du besoin pressant pour les francophones de s'allier, dans tous les domaines pertinents – santé, éducation, arts etc... afin de maximiser les ressources et ainsi offrir à la future génération de francophones en Ontario les meilleurs services possible. Malheureusement, la génération de jeunes parents d'aujourd'hui semble très occupée et peu disposée à donner de son temps. Serait-ce parce qu'elle n'est que peu consciente que certains des acquis en francophonie pourraient être menacés? Ayant grandi dans les années 1970 et 1980 et ayant donc pu bénéficier des nombreuses batailles de leurs parents, ces jeunes tiennent-ils ces nombreux droits pour acquis?

Je tenterai de proposer une réflexion sur ces questions grâce à la bourse de recherche communautaire sur les savoirs de l'engagement dont je suis première récipiendaire au sein de l'alliance de recherche. Je partirai de mon parcours personnel afin, d'une part, de dégager les savoirs que j'ai accumulés au fil de mon engagement dans plusieurs groupes de la francophonie ontarienne et canadienne et, d'autre part, de proposer quelques éléments d'analyse pour encourager la relève à s'impliquer. Enfin, je souhaite présenter quelques partenaires clés qui pourraient contribuer au renouvellement de l'engagement communautaire chez les Franco-Ontariens durant les prochaines années.

Mon parcours

Née et ayant grandi à Ottawa, j'ai d'abord obtenu un baccalauréat en linguistique, puis en éducation de l'Université d'Ottawa. Après mes études de premier cycle, j'ai travaillé à titre d'enseignante de musique et de français. Ensuite, j'ai obtenu, en 1999, mon MBA pour cadres de l'Université d'Ottawa. En 2004, je recevais ma qualification de direction d'école et, en 2012, mon brevet d'agent de supervision.

*Je demeure
une femme très
engagée auprès de
la communauté
franco-ontarienne.*

J'occupe le poste de directrice de l'école élémentaire catholique Saint-Guillaume depuis 2011. J'ai aussi travaillé à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, à titre de gestionnaire des services en français. Par la suite, j'ai occupé le poste de directrice adjointe des communications pour le groupe CANARIE Inc., et celui de relationniste conseil sénior pour le Bureau de la planification des urgences et de la protection civile.

Pour ce qui est de mon engagement, j'ai été présidente de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) à Ottawa, membre du CA du festival franco-ontarien, membre du CA du Regroupement des gens d'affaires de la capitale nationale (RGA), membre de plusieurs comités pour les Jeux de la francophonie ainsi que pour l'hôpital Montfort, et l'hôpital général d'Ottawa. Durant mon mandat à l'ACFO d'Ottawa, j'ai suivi de très près la question de l'amalgamation de la ville d'Ottawa, en 2000, ainsi que dans les efforts et discussions pour désigner la ville d'Ottawa officiellement bilingue.

En 2003, j'ai mis sur pied le groupe ConcertACTION, initié le continuum des jeunes leaders francophones, et créé le cahier communautaire dans le quotidien Le Droit. J'ai aussi contribué à plusieurs initiatives ou projets de l'ACFO d'Ottawa tels Francophonie en couleurs 2001 et le concours Ontario Pop.

Au Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) depuis 2004, j'ai occupé tour à tour les postes de directrice de l'aménagement linguistique ainsi que directrice de l'école élémentaire catholique Sainte-Marie et Saint-Guillaume. Dans mon rôle au CECCE j'ai entre autres, créé les postes d'agents de liaisons communautaires, mis sur pied l'équipe d'animateurs culturels, le projet Zone 613, la banque de ressources en animation culturelle et été co-directrice de Culture en fête.

Je demeure une femme très engagée auprès de la communauté franco-ontarienne. Je siège au conseil d'administration du Festival Franco-Ontarien depuis 1999 et à co-préside l'initiative « Culture en fête ». Je crois que la force d'une communauté naît de son désir de prendre la place qui lui revient et de s'épanouir pleinement, aujourd'hui et pour les générations futures. Je compte revenir sur ces expériences dans le cadre de la bourse afin de poursuivre ma réflexion sur mon engagement et de formaliser les savoirs que j'en retire dans le but de les partager avec d'autres jeunes désireux de s'engager au sein de la francophonie ontarienne.

Gouvernance forestière : pratiques, savoirs et innovations au sein des communautés francophones et acadiennes du Canada

Par Édith Leclerc



Le travail postdoctoral explore et met en lumière les pratiques qui se dégagent de la gouvernance forestière au sein des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire au Canada. Les travaux de l'ARUC ont largement montrés que ces communautés ont des modes de gouvernance et d'action

communautaire qui leurs sont propres. Ces pratiques ont, dans bien des cas, des répercussions sur les politiques publiques, l'offre de service public et sur l'organisation du pouvoir. Le concept même de communautés francophones et acadiennes fait référence directement à cet espace de concentration de l'action, organisé en fonction de la langue et qui prend la forme d'une « cristallisation de l'appartenance ». La perspective territoriale qu'emprunte le travail de recherche postdoctoral

Nous savons déjà que le cas forestier est un cas de figure dans la mouvance de la nouvelle gouvernance et que les approches régionales ou locales prennent une place de plus en plus grandissante dans la gouvernance forestière. Alors que nos travaux antérieurs ont démontré que la gouvernance forestière dépend de facteurs principalement territoriaux, ceux portant sur les communautés francophones et acadiennes du Canada démontrent une organisation territoriale spécifique. Pour le stage postdoctoral, il s'agira de mettre en lumière les éléments de convergence des deux approches. Ainsi, la question centrale de la recherche est : « Comment s'organise la gouvernance des forêts au sein des communautés francophones et acadiennes du Canada qui dépendent de cette ressource? ». Dans un premier temps, l'étude tentera de dégager certaines pratiques spécifiques des communautés francophones et acadiennes dépendantes de la forêt afin de saisir la diversité des modes de gouvernance. Ensuite, il s'agira d'étudier certains cas de gouvernance pour mettre en lumière les spécificités de leur organisation.

« Comment s'organise la gouvernance des forêts au sein des communautés francophones et acadiennes du Canada qui dépendent de cette ressource? »

permettra de relever en quoi ces pratiques collectives relèvent de la mise en réseaux et permettent la mise de l'avant de projets communs autour de la question forestière. Les questions qui guident le travail sont celles-ci : Quelles sont les pratiques de mise en réseaux et de projets communs dans les communautés en situation minoritaire au Canada et qui sont dépendantes de la forêt? Parviennent-elles à mobiliser les forces en place pour prendre en charge leurs territoires forestiers? Est-ce qu'un projet forestier peut devenir outil de mobilisation pour ces communautés? Et si oui, comment s'organise cette mobilisation? Globalement, le travail devrait permettre d'interroger la vitalité, non pas autour de la question spécifique de la langue, mais plutôt en matière de mobilisation autour d'un projet commun forestier dans les communautés qui ont comme caractéristique une langue commune dans le contexte particulier de la dépendance forestière.

L'étude s'attardera d'abord aux configurations des institutions de gouvernance dans ces communautés, puisqu'elles sont l'interface visible de l'organisation du pouvoir, mais aussi aux rapports entre les acteurs forestiers de ces communautés qui se manifestent à l'extérieur des institutions officielles afin de saisir la richesse des pratiques de la gouvernance communautaire en milieu minoritaire.

La Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018. Éducation, immigration, communauté

Par Éric Forgues (Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques)



Tant attendu par les acteurs qui se consacrent quotidiennement à la promotion des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM), la

Feuille de route (FDR) pour les langues officielles a été dévoilée le jeudi 28 mars 2013 par le gouvernement fédéral, qui annonçait un investissement de 1,1 M \$ pour les cinq prochaines années, soit le même montant qu'en 2008. Ce qui signifie que l'investissement pour les CLOSM marque un recul si on tient compte de l'inflation. De plus, il reste à examiner la façon dont ce montant sera réparti.

compressions touchent les activités et les projets pour les jeunes¹. Dans l'ensemble, les réactions sont plutôt favorables, ce qu'exprime la FCFA dans son communiqué paru le jour même de l'annonce². Pourtant, des thèmes qui ont été largement mentionnés lors des consultations ayant précédé l'élaboration de la Feuille de route ont été oubliés; c'est le cas notamment de la petite enfance et de la recherche sur les CLOSM.

Le contenu de la FDR est représentatif de la façon dont le gouvernement en place a tenu compte des commentaires formulés par les groupes et les citoyens lors des consultations précédant son annonce. En fait, la FDR peut se lire comme l'expression de l'entrecroisement des représentations des communautés et de l'État en ce qui concerne le développement des CLOSM

Une FDR à saveur économiste

La lecture de la FDR laisse transparaître une approche économiste du développement des CLOSM. On peut lire, par exemple, qu'en immigration, un des piliers de la FDR, l'accent sera mis « sur l'augmentation des cibles de recrutement d'immigrants économiques de langue française dans les communautés en situation minoritaire ». Pour sa part, le soutien des arts et de la culture se traduira par des mesures de soutien à la mise en marché des artistes (Vitrines musicales, Stratégies d'accès au marché).

L'Initiative d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles servira à aider les adultes à « acquérir les compétences essentielles dont ils ont besoin pour obtenir et conserver un emploi. » En souhaitant

La gestion axée sur les résultats, qui est un outil d'évaluation envisagée dans la FDR, ne devrait pas seulement permettre de vérifier que chaque groupe réalise ce qu'il a planifié de faire, mais de mesurer également l'impact de l'intervention de l'État sur les communautés.

Il me semble qu'il faille réfléchir à cette approche et aux risques qu'elle peut entraîner pour le développement des CLOSM, car celui-ci ne peut pas se réduire à sa dimension économique. Ce développement doit aussi servir à la création ainsi qu'à la consolidation d'espaces et de liens sociaux où il est possible de vivre dans la langue de la minorité. La création et le maintien de ces espaces ne peut se réduire à une logique économique. De plus, le soutien au développement des CLOSM ne doit pas se mesurer uniquement par la valeur ajoutée économique que peuvent apporter les CLOSM. Si ces dernières peuvent contribuer à la prospérité du pays, il faut certes l'encourager. Cependant, l'intervention de l'État doit également favoriser l'égalité réelle entre les deux communautés linguistiques. Pour y parvenir, des mesures robustes doivent être mises en place pour poursuivre le rattrapage économique, social, politique et culturel des CLOSM par rapport à la majorité anglophone. Pour cela, il nous faut avoir une idée claire de l'objectif que nous voulons atteindre et des moyens qui vont nous permettre de le faire. Or, nous pouvons constater la timidité de l'objectif (atteindre la stabilité et l'unité), alors que la LLO parle d'épanouissement et de développement.

Une feuille de route qui manque de précision

Nous pouvons constater le manque de précision en ce qui concerne l'objectif de la Feuille de route. En effet, qu'entend-on par stabilité et par unité? En dépit du fait que le gouvernement veuille élaborer des « outils de mesure du rendement nécessaires à la production de rapports clairs et complets sur les progrès et les résultats tangibles obtenus », on ne voit pas bien quels seront les impacts globaux de cet investissement

sur les communautés, ni en quoi les moyens proposés permettraient d'obtenir la stabilité et l'unité, si tant est que les CLOSM veulent atteindre ces objectifs. Bref, cette feuille de route manque de précision quant aux objectifs qui devraient guider l'action du gouvernement canadien au sein des communautés, aux moyens mis en place et aux résultats que nous aurons au terme de cette intervention.

La gestion axée sur les résultats, qui est un outil d'évaluation envisagée dans la FDR, ne devrait pas seulement permettre de vérifier que chaque groupe réalise ce qu'il a planifié de faire, mais de mesurer également l'impact de l'intervention de l'État sur les communautés. Cet impact devrait être mesuré grâce à un ensemble d'indicateurs qui pourrait nous permettre d'établir des objectifs précis. Le soutien à la recherche et à la production de données nous aiderait à établir en quoi la FDR atteint ses objectifs.

Lors du Sommet tenu en 2007, les communautés francophones et acadiennes (CFA) se sont données une vision de leur développement ayant permis d'élaborer un plan stratégique communautaire³. Les organismes membres du Forum des leaders, créé dans la foulée du Sommet, souhaitent grâce à cet outil établir des indicateurs de progrès qui serviraient à mesurer le développement des CFA. Le gouvernement aurait eu intérêt, nous semble-t-il, à se référer au Plan stratégique communautaire élaboré par les CFA, et à préparer sa FDR de concert avec les représentants des CLOSM. Le partenariat entre l'État et les organismes communautaires pourrait être approfondi en ce sens.

³ - Pour en savoir plus sur le Forum des leaders et le plan stratégique communautaire, consulter cette page Web de la FCFA http://www.fcfa.ca/fr/Forum_Des_Leaders_29 (consulté le 2 mai 2013).

Les organismes des secteurs qui bénéficieront d'un appui accueillent favorable la Feuille de route. Ils applaudissent le fait que l'État soutient l'immigration, l'économie, les arts et la culture, la santé, l'éducation et la communauté, mais la Fédération de la jeunesse canadienne-française, par exemple, déplore le fait que des compressions touchent les activités et les projets pour les jeunes¹.

La FDR présente les grandes lignes de l'intervention du gouvernement fédéral pour appuyer l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire durant les cinq prochaines années. C'est le seconde Feuille de route du gouvernement canadien, la précédente faisait plutôt suite au Plan d'action pour les langues officielles présenté en 2003.

Les réactions des acteurs se modulent généralement en fonction du soutien offert par l'État à des projets et à des organismes de leurs secteurs d'activités. Les organismes des secteurs qui bénéficieront d'un appui accueillent favorable la Feuille de route. Ils applaudissent le fait que l'État soutient l'immigration, l'économie, les arts et la culture, la santé, l'éducation et la communauté, mais la Fédération de la jeunesse canadienne-française, par exemple, déplore le fait que des

et celle de ce dernier ne manque pas de transparaître dans la FDR. Cette représentation, comme nous le verrons plus loin, traduit une approche économiste du développement des CLOSM. Nous proposerons aussi quelques réflexions sur le type de planification qui transparaît de la FDR, pour ensuite inviter les acteurs francophones à saisir l'occasion qui se présente pour amorcer une réflexion sur leur action militante.

¹ - Voir le communiqué ici <http://fjcf.ca/non-classe/nouvelle-feuille-de-route-pour-les-langues-officielles-2013-2018/> (consulté le 6 mai 2013).

² - Voir le communiqué ici http://fcfa.ca/fr/Nouvelles-Recentes_30/Nouvelle-Feuille-De-Route-Pour-Les-Langues-Officielles--Un-Engagement-Politif-Mais-Une-Analyse-Detaillee-Simpose_395 (consulté le 6 mai 2013)

que la formation se fasse dans la langue de la minorité et que les emplois obtenus le soient également.

L'approche économiste apparaît aussi dans l'objectif général de la FDR qui vise « la stabilité à long terme, l'unité et la prospérité des petites et grandes communautés partout au pays ». Le risque est de voir le développement des communautés se subordonner à une logique économique. Celle-ci offrant les critères, tels que la valeur ajoutée et le rendement, à partir desquels se justifie l'intervention gouvernementale. Or, cette approche ne s'inscrit pas dans l'esprit de la LLO qui vise l'atteinte et le respect de l'égalité, de même qu'à appuyer le développement et l'épanouissement des CLOSM sans les réduire à une définition économique.

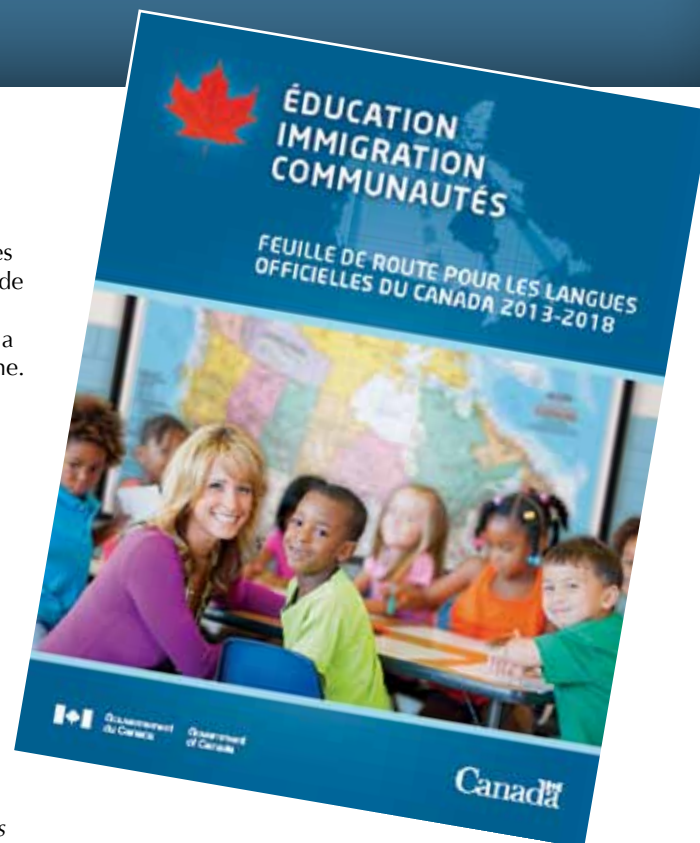
Comme le soulignent les points de vue exprimés par les représentants des partis de l'opposition dans ce même rapport, cette recommandation ne va pas dans le sens des témoignages reçus lors des consultations pour ces célébrations, ni même ceux reçus pour la préparation de la FDR.

On peut lire, dans la FDR, que « ...le gouvernement s'engage à miser sur les résultats obtenus et à consolider ses efforts de rationalisation et d'harmonisation de la gouvernance et de suivi des programmes de langues officielles au sein du système fédéral afin d'en améliorer la responsabilisation et la coordination ». Cet engagement de la part du gouvernement constitue une occasion pour les CLOSM de réfléchir et proposer une meilleure coordination stratégique de leurs efforts. Cela demanderait de revoir les canaux de communications actuels entre les CLOSM et l'État, où chaque organisme cultive son réseau de contacts au sein de l'appareil gouvernemental pour faire valoir ses projets, afin de passer à des rapports collectifs entre l'État et les communautés francophones et acadienne, d'un côté, et la communauté anglophone de l'autre. Ce qui constituerait sans doute un défi qui ne pourrait être relevé que par un leadership renouvelé au sein des CLOSM, car il faudrait réinscrire les intérêts particuliers des organismes, leurs intérêts sectoriels et géographiques, dans une démarche davantage collective. L'occasion se présente pour, de part et d'autre, élaborer un nouveau partenariat entre l'État et les CLOSM. Celui-ci devrait tendre vers un respect accru de l'autonomie des CLOSM dans leur capacité à prendre en charge leur développement. Cette reconnaissance ne pourra pas venir tant que les organismes ne se mobiliseront pas à cette fin. Ce nouveau partenariat nous apparaît comme une condition pour empêcher le gouvernement d'instrumentaliser les organismes des CLOSM pour servir ses propres fins.

Enfin, un fait est à souligner : la FDR a été présentée le même jour qu'un rapport du comité permanent sur les langues officielles paraissait afin de préparer les célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne. On peut y lire quatre recommandations, dont une qui nous semble préoccupante : « *Que Patrimoine canadien encourage tous les ministères et les groupes impliqués dans le cadre de la prochaine version de la Feuille de route pour la dualité linguistique de recentrer et planifier leurs projets en vue de la préparation des célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération du Canada en 2017* »⁴. Cette recommandation témoigne d'une volonté du gouvernement de profiter de ces célébrations pour détourner les organismes de leurs mandats prioritaires. Comme le soulignent les points de vue exprimés par les représentants des partis de l'opposition dans ce même rapport, cette recommandation ne va pas dans le sens des témoignages reçus lors des consultations pour ces célébrations, ni même ceux reçus pour la préparation de la FDR. Cela montre le contrôle que tente d'imposer le gouvernement sur les CLOSM en cherchant à les instrumentaliser pour atteindre ses propres objectifs. Ce type de pratique ne s'inscrit pas, selon nous, dans un partenariat qui respecte l'autonomie des CLOSM.

Les groupes porte-parole des CLOSM ont

4 - *La dualité linguistique lors des célébrations du cent cinquantième de la confédération du Canada en 2017 (2013), Rapport du Comité permanent des langues officielles, 41^e Législature, première session.*



acquis une maturité qui leur permet d'affirmer avec plus de force leurs besoins et la vision qui guide leur développement. Ils ont élaboré des mécanismes de concertation qui peuvent servir à définir des positions collectives sur des points essentiels concernant leur avenir. Collectivement, ils peuvent établir un meilleur rapport de force auprès du gouvernement afin de mieux servir leurs intérêts. Ils représentent une force de négociation qu'ils n'utilisent pas suffisamment pour faire valoir leurs intérêts. En espérant qu'ils saisissent les prochaines occasions pour revoir leur stratégie collective face à l'État et pour renégocier un nouveau contrat qui reconnaisse et respecte davantage leur autonomie.

Annonces

Chercheurs postdoctoraux

À Édith Leclerc, dont le projet postdoctoral a fait l'objet d'un article dans ce bulletin, se joignent trois autres post-doctorantes :

- Tina Desabrais, dont le projet portera sur la représentation des conditions favorables au développement des services en français chez les intervenantes travaillant dans le domaine de la violence contre les femmes.
- Catrin Wyn Edwards de l'Université d'Aberystwyth au Pays de Galles, dont le projet étudiera les politiques d'intégration des immigrants dans les communautés minoritaires francophones au Canada, dans une perspective comparée avec le Pays de Galles et la Catalogne.
- Eloisa Gonzalez Hidalgo de l'Université Carlos III, Espagne, travaillera sur l'évaluation des politiques linguistiques au Canada et au Pays Basque.

Publications

Le volume 10, numéro 1 de la revue *Gouvernance* sur la gouvernance linguistique francophone en milieu minoritaire au Canada regroupe les textes de plusieurs membres de l'alliance de recherche.



Rapport de recherche
La formation et la documentation des savoirs au sein de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne : Une initiative pour appuyer l'engagement des jeunes, par Christine Dallaire et Magalie-France Houle de l'alliance de recherche, paru en avril 2013.



L'ouvrage *La gouvernance locale des forêts publiques québécoises. Une avenue de développement des régions périphériques?*, dirigé par Guy Chiasson et Édith Leclerc, paru aux Presses de l'Université du Québec.

Nos publications sont en accès libre dans notre site Internet : www.aruc.uottawa.ca

Rencontre annuelle

La rencontre annuelle 2013 de l'alliance de recherche aura lieu les 27 et 28 août à Petit-Rocher, à l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB).

Liste de distribution

Pour rester informé de nos nouveautés et événements et recevoir de l'information pertinente sur la gouvernance communautaire, n'hésitez pas à vous abonner à notre liste de distribution. Écrivez-nous à aruc@uottawa.ca pour vous inscrire.

Remerciements

Nous remercions le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) du financement accordé à nos activités ainsi que la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa de son appui à nos travaux.